

Cycles de séminaires Sciences Po – CERI et EDF R&D

The Brexit and its implications on the energy sector

Steve Pye, UCL Energy Institute, Carole Mathieu, IFRI

16 mai 2018

Synthèse¹

En introduction de leur propos, Steve Pye et Carole Mathieu insistent sur le manque de clarté et la complexité qui entourent le retrait britannique de l'Union européenne et qui affectent l'ensemble des secteurs économiques. A ce titre, l'industrie énergétique se trouve confrontée à un haut niveau d'incertitude quant aux risques que le processus politique fait porter sur l'organisation du marché intégré de l'énergie ainsi que sur les infrastructures physiques, notamment électriques.

1. Un bref bilan du processus de Brexit

Toutes les parties prenantes s'accordent à dire que le Brexit est sans précédent, d'une très grande complexité et crée une très grande incertitude. Les opinions sont divisées au sein du Royaume-Uni sur de nombreuses dimensions des négociations en cours, à l'instar des dissensions politiques parmi les membres du Parlement.

Dans un contexte politique tendu, il semble difficile également de savoir si les questions énergétiques et climatiques pourront être traitées avec précision compte tenu de l'agenda législatif serré. Aucune analyse sérieuse sur les coûts et bénéfices du Brexit sur le secteur énergétique n'a à ce jour été conduite. Le gouvernement britannique ne dit rien de substantiel sur ses objectifs en la matière. Toutefois, il est clair que le Brexit peut menacer l'intégration du marché de l'énergie si aucun nouveau partenariat ne peut être établi.

Les défis sont nombreux, à commencer par les arrangements du marché intégré de l'énergie, la question irlandaise, la gouvernance nucléaire après la sortie d'Euratom ou encore la participation britannique à la lutte contre le changement climatique.

¹ Le contenu de ce document n'engage que la responsabilité de son auteur.

2. Les arrangements du marché interne de l'énergie

La capacité d'interconnexion s'élève à 4GW en Grande-Bretagne, soit 5% de la capacité britannique. Bien que cette part soit relativement faible, elle est néanmoins essentielle pour garantir la stabilité du réseau. Les infrastructures d'interconnexion assurent des bénéfices partagés entre les pays qui peuvent exporter un surplus d'électricité et ceux qui ont besoin d'importer. Les interconnexions sont par ailleurs particulièrement importantes pour maintenir un différentiel de prix efficace. Si le Royaume-Uni devient un pays tiers, il est exclu de l'ensemble de ces mécanismes. Compte tenu de son système isolé et de sa faible capacité physique, l'île britannique bénéficie d'un différentiel de prix limité alors que l'intégration croissante des énergies renouvelables nécessite des ajustements à très court terme. Des projets d'interconnexion sont à différents stades de préparation et pourraient atteindre 8,4GW en 2022, voire 17,9GW si tous aboutissent². Pour autant, à ce stade des négociations sur le Brexit, les décisions concernant la réalisation de ces projets pourraient être reportées. Les scénarii vont ainsi dépendre de la nature *hard* ou *soft* du Brexit qui fait porter des risques non négligeables sur le système énergétique britannique. La divergence des règles du marché de l'énergie risque de conduire à un moindre niveau d'interconnexion et à un manque de coordination pour les projets éoliens en Mer du Nord. Toutefois, les impacts du Brexit sont à ce stade difficilement quantifiables.

3. Une perspective irlandaise

Le marché de l'électricité unique de l'Irlande (SEM) a créé un marché de gros unique entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord en 2007. Il a permis d'améliorer la sécurité d'approvisionnement de l'Irlande et d'intégrer un volume important d'énergies renouvelables, notamment éoliennes. En octobre 2018, le marché de l'électricité unique intégré (I-SEM) doit succéder au mécanisme initial mais son fonctionnement sans l'accès au marché européen de l'énergie soulève d'importantes incertitudes. Si l'Irlande bénéficie d'importants investissements, notamment grâce aux projets d'interconnexion (Celtic Interconnector), elle pourrait réduire sa dépendance à la Grande-Bretagne. Mais pour l'heure ces projets sont empreints d'incertitude et attendent les résultats des négociations.

4. Les conséquences sur les projets nucléaires

Le retrait d'Euratom représente un enjeu clé du Brexit pour garantir un régime de gouvernance adéquat dans le secteur nucléaire. Les conséquences du retrait britannique du traité Euratom de 1957 sont nombreuses. Elles portent d'abord sur la perte de fonds de R&D. Ensuite, les inspections sur les garanties des matériaux nucléaires devront être conduites par d'autres organismes. A travers Euratom de nombreux accords ont été conclus avec des pays qui n'ont pas signé le traité la sortie d'Euratom signifie la négociation de nouveaux arrangements avec ces pays. Les questions de sécurité, de normes, de vente de matériaux nucléaires vont également devoir être révisées. La Chambre des Lords n'est pas prête à accepter le retrait d'Euratom si aucune alternative n'est trouvée.

5. La politique climatique

En matière climatique, les Britanniques affichent leur volonté de poursuivre la politique actuelle. L'ambition des Britanniques pour le climat est parmi les plus importantes en Europe.

² Deux projets de 1000MW sont en cours : Eleclink, IFA2. Trois projets labellisés PCI sont à l'étude : Acquind, FAB Link, Grid Link

Aujourd'hui, la politique européenne donne à Londres les moyens pour atteindre ses objectifs de réduction d'émissions de carbone. A défaut de fonds européens pour financer la transition énergétique, le Royaume-Uni va être confronté à un manque d'investissement, une source d'instabilité pour le déploiement des projets énergétiques. Le gouvernement britannique a exprimé sa volonté de rester dans le système d'échange de quotas d'émission (EU ETS) jusqu'en 2020, c'est-à-dire pendant la phase de transition.

Conclusion

La politique énergétique dans la perspective du Brexit est aujourd'hui incertaine. Elle ne constitue pas un secteur prioritaire de la phase de négociation actuelle bien que l'industrie réclame une plus grande attention aux questions énergétiques. Les grands projets d'investissement sont menacés si aucune forme de collaboration et de partenariat ne peut être trouvée. La phase de transition post-négociation va être cruciale pour clarifier le statut du Royaume-Uni dans le secteur énergétique.

Discussion

- Quels sont les coûts de l'interconnexion et comment sont-ils négociés dans le cadre du Brexit ?
- Quelle est la part des investissements étrangers dans le secteur énergétique en Grande-Bretagne ?
- Quelles sont les perspectives en matière de sécurité d'approvisionnement sur le long terme ?
- Quelle sera l'influence de la Grande-Bretagne sur l'ACER après le Brexit ?
Le Brexit sera-t-il l'occasion de relancer l'exploration de gaz de schiste ?
- Quel pourrait être l'impact du Brexit sur le projet nucléaire d'Hinkley Point ?
- Que pourrait-il arriver dans les six prochains mois pour influencer la trajectoire du Brexit dans le sens d'un Brexit *hard* ou *soft* ?